

La commission Durham-Laurendeau

Jacques Godbout

Volume 7, numéro 1-2 (37-38), janvier-avril 1965

1837-1838

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30022ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Godbout, J. (1965). La commission Durham-Laurendeau. *Liberté*, 7(1-2), 64-75.

La commission Durham-Laurendeau

Quand on lit, de bout en bout, pour la première fois, en 1965, le rapport que Lord Durham écrivit il y a plus de cent ans sur la situation des Canadas, on ne peut que s'étonner de deux choses: tout d'abord de *l'actualité* de ce rapport qui n'a pas vieilli (comme si rien ou presque n'avait changé au pays, ce qui implique bien sûr la faillite de la Confédération de 1867) ensuite de la *qualité* de ce rapport.

En 1838, avec quelques agents seulement, Durham collige assez de renseignement et de faits pour écrire une oeuvre magistrale qui non seulement décrit le pays tel qu'il est et le deviendra, mais encore servira à mieux organiser les colonies de l'Empire britannique à travers le monde.

A tout Québécois on a présenté, en classe, un Durham mesquin, despotique, raciste. Or Lord Durham est bien le contraire de tout cela: c'est un homme de gauche, un grand politique et un essayiste remarquable. Il faut imaginer Durham comme étant un mélange de Russel et de Wilson si l'on veut. Grand propriétaire, John George Lambton, Lord of Durham, fait une lutte sans merci pour le suffrage populaire et se porte — tout dandy qu'il soit — à la défense du peuple britannique. En Angleterre, d'ailleurs, on lui doit le *Reform Bill* qui évita peut-être à la monarchie le couperet de la guillotine, mais surtout institua un régime parlementaire qui commence à peine aujourd'hui à faire montre de vieillesse. De plus Durham est un de ces rares hommes qui cherchera toujours à défendre les droits des minorités (à condition que ces droits soient défendables). Anglican convaincu, il lutte en Albion pour l'émancipation des catholiques, Britannique dans l'âme, il ferraille en faveur des Irlandais. Durham aussi aime la France, les Français et la République; il

y séjourne plusieurs fois; en fait, cet homme ouvert et pondéré a ce qu'il faut (une intelligence supérieure doublée d'une intuition extraordinaire) pour que les Canadiens-français le reçussent comme le Messie qui va tout arranger. Ce qui faisait écrire d'ailleurs à François Xavier Garneau, le 8 juin 1838:

*Salut à toi, Durham, au caractère fort.
Et sois le bienvenu parmi les fils du Nord,
Toi qui marchas toujours droit, grand dans la carrière,
Qui n'as jamais fléchi, ni regardé derrière.*

Pourtant, entre cette ode et le jugement sévère qu'on porta sur Durham plus tard, à peine cinq mois s'écoulèrent. Le 22 décembre 1837, Londres apprend qu'on s'est rebellé autour de Montréal. Durham passera l'hiver à se documenter sur le Canada et quand il arrivera, le 27 mai 1838, à Québec, il aura déjà, bien sûr, quelques idées arrêtées: mais la réalité qu'il découvre l'entraîne à dire des choses si dures que ceux qui l'acclamaient à son arrivée se découvrent amers en peu de temps. Lorsqu'il est rappelé cinq mois plus tard en Angleterre, un éditorial du *Fantasque* lui chante:

"Vous partez, Milord! vous partez mécontent, mécontent du pays, de ses habitants, de l'Angleterre. Vous avez raison, mais vous l'auriez davantage encore si vous partiez mécontent de vous-même. Nous ne l'exigeons pas cependant; vous êtes homme, nous avons eu le tort de vous croire un dieu."

Un homme oui, et un penseur. Et qui appliquera de façon implacable une grille sur nos maux politiques et sociaux, tentant d'en saisir le sens, de leur proposer des remèdes. Nul peut-être n'a mieux écrit sur le patronage et ses causes, sur le peu de sérieux dans l'administration de la justice, sur les perspectives inouïes de développement économique de ces "déserts" de l'Amérique du Nord. Le rapport que signe Durham est un document optimiste de civilisation qui choisit simplement (il le devait) entre deux cultures, la française et l'anglaise, pour servir d'outil dans ce grand ouvrage à faire; il choisit l'anglaise. Ce fut là, aux yeux des *Canadiens*, l'erreur fondamentale: ils voulaient civiliser en français, malgré tout. Aujourd'hui nous n'avons même plus ce choix. Et si Durham siégeait avec Laurendeau il recommanderait probablement quelque formule d'Etat associé.

Mais ce n'est pas parce qu'il a voulu angliciser les Canadiens-français qu'on doit repousser le rapport Durham. Cet homme était franc, il venait en conquérant. Il joua le jeu. Il ne croyait pas au bilinguisme.

(Durham est anglais, il arrive, délégué par la couronne, en vue d'analyser les troubles que crée un peuple aimable certes, mais vaincu. Il sait bien que l'Amérique du Nord se développera en anglais. Et on aurait voulu qu'il protégeât la culture canadienne-française?)

Rappelons-nous de quel pays Durham parlait: d'un pays moins évolué encore que celui que défrichent nos paysans aujourd'hui. Et si Durham avait trouvé ici des Français, il eût certainement songé à une République. Mais ce qu'il trouvait c'était un peuple pauvre, ignorant et par-dessus tout coupé de ses racines vraies. On a souvent remarqué comme en Amérique les groupes ethniques cultivent ce qu'ils ont de plus réactionnaire parmi leurs souvenirs. C'est qu'au niveau de la culture se produit un traumatisme qui assure la mort à brève échéance (le folklore). Les Canadiens-français en étaient au folklore. Comment ils en sont sortis tient du miracle, de la deuxième grande guerre et des moyens de communication.

Il faudrait pour prouver l'actualité du rapport Durham, le citer en entier. Nous nous contenterons pourtant d'en extraire ce qui touche principalement aux relations entre Anglais et Canadiens-français. Des extraits, mis bout à bout, déforment nécessairement une pensée; mais ceux que nous citerons pourraient croyons-nous, facilement se trouver dans le premier tome du rapport de la Commission *B and B* (1).

Disons, avant de rentrer dans la description des luttes à cette époque, et de résumer les solutions proposées, que Durham a démontré clairement comme les troubles de 1837 n'avaient pas la même origine ni les mêmes causes dans le Haut et le Bas Canada. L'analyse qu'il fait des Assemblées et du Conseil législatif prouve bien que si les Anglais et les Canadiens se sont révoltés parce qu'on leur imposait une démocratie en trompe l'oeil, ces derniers, pour leur part, ne pouvaient s'empêcher de superposer la lutte des nations à leurs revendications pour la liberté politique. Ce n'est pas être raciste que de constater que les races existent; ce n'est pas être nationaliste que de constater que des cul-

(1) N.D.L.R.: Cet article fut écrit avant la parution du "Rapport Préliminaire" Dunton-Laurendeau.)

tures s'opposent jusqu'à ce que l'une dévore l'autre; ce n'est pas être un despote que de découvrir que les papes de la bonne entente sont une minorité ridicule. Roger Viau (1) écrit, à propos du mémoire: "le noble lord croyait donner le coup de fouet qui dompterait; au contraire, son Rapport fut le coup qui excita l'énergie des Canadiens". Or cette interprétation, si elle est en partie vraie, accuse pourtant Durham d'arrogance. Le noble Lord n'était pas arrogant: il était réaliste. Mais il y a des réalités qui font mal: nous ne méritons (nos arrières-grands-pères) pas autre chose que ce que proposait Durham. Car (objectivement) il proposait cela pour "notre bien". Comme on dit de la tutelle des blancs, en Afrique, qu'elle est "pour le bien" des Africains. Mais le bien des autres est difficile à faire. Plus difficile encore à préciser et justifier.

Certains, par ailleurs, ont écrit que Durham était le véritable père de la Confédération de 1867. Nous en doutons: cette Confédération ressemble trop à un honteux compromis pour que John Lambton eût pu l'accepter. Et ce n'est pas parce que les gouvernements successifs à Ottawa, jusqu'à celui de King, de St-Laurent, de Diefenbaker et de Pearson, ont tenté d'appliquer des recommandations de ce rapport *sans en avoir l'air* que ces gens faisaient la politique de Durham. L'essayiste politique qu'était Durham ne faisait que suggérer une solution que tout Canadien-français a envisagé au moins une fois dans sa vie, dans un état de découragement plus ou moins profond: *la disparition totale des Canadiens-français pour leur bien, et celui de l'Amérique, et puis surtout, pour éliminer le problème, en éliminer les éléments!*

L'agressivité de la jeunesse québécoise peut aujourd'hui tout changer. Ce peuple a maintenant une culture, une littérature, des écoles. Mais quand on lit les analyses de Durham on voit comme en 130 ans, de 1837 à 1960, rien n'avait progressé. On voit aussi comme la date de 1967 n'est plus seulement symbolique.

EXTRAITS (Nous sommes en 1838) (C'est Durham qui parle)

"Je m'étais figuré que la source originelle et invariable du mal était dans le vice des institutions politiques des provinces.

(1) Lord Durham, Roger Viau, p. 168, Editions HMH. Montréal.

Je m'attendais à trouver en conflit un peuple et un gouvernement; j'ai plutôt trouvé deux nations en guerre au sein d'un même Etat; j'ai rencontré une lutte, non de principes, mais de nations."

"Il serait vain de vouloir améliorer les lois et les institutions avant d'avoir réussi à éliminer la haine mortelle qui maintenant divise les habitants en deux groupes hostiles: Français et Anglais."

"Cette hostilité, comme on pouvait s'y attendre, est très développée chez les plus frustrés parmi la masse anglaise. Je ne peux donc croire que cette haine soit autre chose que celle qui subsiste entre une oligarchie et un peuple. Bien plus, je suis venu à la conviction que cette lutte présentée comme une lutte de classe n'est en fait qu'une lutte entre nations."

"Il est à peine possible de concevoir les descendants de l'une des grandes nations quelconque de l'Europe aussi différents les uns les autres en humeur, plus totalement séparés par la langue, les lois et coutumes, ou placés dans des situations plus propices à créer la mésestente, la jalousie et la haine. Pour comprendre l'antagonisme qu'on trouve au Canada, il ne peut suffire de nous représenter une société composée à part égale de Français et d'Anglais. Encore faut-il savoir de quelle sorte de Français et d'Anglais il s'agit, et comment ils se rencontrent."

"A l'époque où la France colonisa le Canada, ses institutions étaient peut-être, dans toute l'Europe, celles qui pouvaient le mieux étouffer l'intelligence et la liberté du peuple. Ces institutions traversèrent l'Atlantique avec le colon canadien-français. Le même despotisme centralisateur, incompétent, réactionnaire et répressif le gouverna. L'autorité ecclésiastique et le prêtre continuèrent à exercer leur influence. On ne prit aucune mesure en faveur de l'instruction parce que cela ne semblait pas utile. Placés dans de telles circonstances, ces hommes ne firent d'autres progrès que ceux que la largesse de la terre leur prodiguait. La conquête n'a pas changé grand chose. A peine les classes élevées et les citadins ont-ils adopté quelques coutumes anglaises. En fait, ils sont restés Français, mais ils ressemblent aux Français de l'Ancien régime."

"Le caractère peu entreprenant des Français, par-dessus tout, leur attachement à leur Eglise(au développement de laquelle on accorda des revenus disproportionnés) ont eu pour effet de les maintenir dans leurs anciennes limites."

"On ne peut guère concevoir nationalité plus dépourvue de tout ce qui peut vivifier et élever un peuple... la seule littérature qui leur est familière est celle d'une nation dont ils ont été séparés par 90 ans de domination étrangère et plus encore par les transformations que la Révolution française a opérées dans tout l'état politique, moral et social de la France. Pourtant c'est de cette nation dont les séparent l'histoire, les moeurs et la mentalité que les Canadiens-français reçoivent leur littérature. C'est de cette littérature entièrement étrangère, qui traite d'événements, d'idées et de coutumes tout à fait inintelligibles pour eux, qu'ils doivent dépendre."

"Par ailleurs j'ai trouvé que la majorité de la population anglaise est composée de vigoureux fermiers et d'humbles travailleurs formant une démocratie assez indépendante quoique un peu tumultueuse. La population anglaise se présente sous ses traits caractéristiques familiers, c'est-à-dire l'esprit d'entreprise propre à chaque classe. L'ascendant qu'un injuste favoritisme a donné aux Anglais dans le gouvernement et dans les carrières de la magistrature, ils se le sont assuré dans l'industrie et le commerce par leur énergie supérieure, leur adresse et leurs capitaux. Ils ont développé les ressources du pays, ils ont construit ou amélioré les moyens de communication. Tout le commerce de gros, une grande partie du commerce de détail et les fermes les plus prospères sont entre les mains de la minorité anglophone de la province. La majorité des ouvriers est d'origine française, mais elle est au service du capitaliste anglais."

"Je me flatterais en vain de donner une description exacte des haines que j'ai rencontrées dans le Bas-Canada. Cette haine entre nationalités tombe quasi sous les sens, d'un manière palpable et est l'essence et l'origine de toute querelle qui divise cette société. On s'aperçoit vite que les rivalités qui paraissent avoir une autre origine ne sont que les modalités de cette perpétuelle et envahissante querelle; toute dispute en est une de principe entre Français et Anglais ou le devient avant d'avoir touché son terme."

"Le soulèvement de 1837 (1964) a accentué la division. Depuis le recours aux armes les deux nations se sont trouvées l'une face à l'autre. Quelques exceptions démontrent la règle générale de l'hostilité nationale plutôt qu'elles ne militent contre elle. Si la situation persiste les hommes d'affaires les plus sérieux

et les plus riches de la province seront en peu de temps chassés du lieu où ils exercent leur entreprise et leur activité."

"Or ce n'est certes pas une vertu du peuple anglais que de tolérer des coutumes ou des lois qui lui sont étrangères. L'Anglais, habituellement conscient de sa supériorité, ne prend même pas la peine de cacher aux autres son mépris pour leurs usages. Mais les Anglais ont trouvé chez les Canadiens-français une égale attitude de fierté nationale. Les Français se plaignent de l'arrogance et de l'injustice des Anglais, les Anglais reprochent aux Français les défauts d'un peuple vaincu et faible, ils les accusent de paresse et de perfidie. La profonde méfiance que chacune des deux nations a pu concevoir vis à vis des intentions de l'autre fait qu'elles ont toujours soupçonné des pires desseins les gestes les plus innocents; elles se sont prêté les visées les plus odieuses et rejettent à l'avance tout acte généreux ou impartial comme cachant des projets entachés de tricherie et de malice."

"La religion ne forme aucun lien. C'est une caractéristique admirable de la société canadienne que d'être tout à fait dépourvue de querelles religieuses. Les différentes religions les éloignent cependant: ils ont un clergé différent et jamais ils ne se rencontrent dans la même église. Ils n'ont pas, de plus, une instruction commune qui tendrait à faire disparaître ou du moins à diminuer les barrières de la langue et de la religion. Les associations de jeunesse, les jeux des enfants, les études qui transforment le caractère, tout cela est distinct. A Montréal et à Québec il y a des écoles françaises et des écoles anglaises. Les élèves apprennent à se battre nation contre nation, et les batailles de rue chez les enfants se font souvent entre Anglais et Français."

"La littérature familière aux uns et aux autres est celle de leur langue maternelle. Leurs idées viennent de source différentes. Ceux qui ont réfléchi sur la force de l'influence de la langue sur la pensée peuvent facilement concevoir comment des hommes qui parlent une langue différente sont naturellement portés à penser différemment."

"Dans une nation où tout le monde parle la même langue, ceux qui entendent un mensonge peuvent toujours écouter un autre son de cloche. Dans le Bas-Canada, où les journaux anglais et français sont des organes adversaires, où peu de personnes peuvent lire dans les deux langues, ceux qui entendent de faux exposés sont rarement en mesure de les corriger. Aussi vit-on dans un monde d'équivoques où chaque parti est dressé contre

l'autre, non seulement au niveau sentimental, mais encore par la crédibilité qu'il accorde ou refuse à des faits entièrement erronés."

"Leurs loisirs ne les mettent pas davantage en contact. Il n'a jamais existé de vie sociale entre les deux nations, si ce n'est dans les hautes classes; elle est maintenant presque disparue."

"Qu'on me permette un exemple: un jour j'acceptai la présidence de la Société d'Agriculture de Québec et j'assistai à des comices qui précédaient la distribution des prix. Or je découvris que même sur ce terrain neutre les cultivateurs français ne voulaient pas concourir avec les Anglais. Il fallut accorder deux prix dans presque chaque section et les concours nationaux de labour se poursuivirent dans deux champs distincts et éloignés."

"Les deux partis ne s'unissent pour aucune affaire; ils ne peuvent même pas s'accorder pour les oeuvres de charité. Mais la tolérance réciproque va si loin qu'elle produit un calme apparent dans les affaires politiques; un étranger n'y comprend rien puisqu'il a entendu parler des haines qui règnent dans la province."

"Il ne paraît pas non plus y avoir la moindre chance de mettre fin aux haines de la génération actuelle. Quelque vague espoir d'indépendance absolue paraît encore les séduire. L'orgueil national, qui est l'élément essentiel de leur psychologie, fait même concevoir à plusieurs d'entre eux l'idée d'une république canadienne. Sans abandonner leur attachement à la mère-patrie, les Anglais du pays, comme le fait d'ordinaire tout homme en proie à l'insécurité, en arrivent à supputer les effets probables de la séparation si malheureusement elle se réalisait et qu'elle fut suivie d'une intégration aux Etats-Unis. En dépit d'une certaine contrariété ils y voient presque une compensation. Par l'immigration des Américains la race anglaise, disent-ils, serait vite majoritaire."

"...je décris les sentiments qui m'ont paru animer chaque groupe de la population. En fait le tableau que je dessine ressemble si peu à ce que l'on connaît en Europe que plusieurs croiront que mes propos sont le fruit de mon imagination. Pourtant je suis persuadé que tous ceux qui, l'année dernière, ont vécu la situation rendront témoignage de l'exactitude et de la modération avec lesquelles j'ai tenté d'aborder ce sujet. Je n'exagère pas plus la durée du conflit que son intensité. Et entre ces deux nations qui se font face depuis si longtemps comme enne-

mies héréditaires, si différentes par leurs coutumes, par leur langue et leurs lois, la lutte aurait été inévitable sous quelque gouvernement que ce soit. Malheureusement de la conquête à nos jours la conduite du Gouvernement a aggravé le mal et on peut certes attribuer l'extrême malaise actuel aux institutions (politiques)."

Comme on le voit, ce qui rapproche Durham de Laurendeau, c'est bien moins les capacités d'analyse et une certaine qualité d'intelligence qu'ils partagent tous deux que cette permanence incroyable du problème qu'ils doivent analyser. Durham et Laurendeau sont, à peu de choses près, en face d'une situation identique qui est demeurée inchangée parce qu'on ne sut, ne voulut ou ne put appliquer les solutions que le Lord anglais proposait, à savoir l'Union législative qui devait, avec une immigration bien calculée, faire disparaître d'un même coup l'animosité et les Canadiens-français. La solution de Durham était humanitaire, elle avait l'avantage de vraiment être une solution. La Confédération de 1867, elle, n'a rien résolu puisque nous en sommes toujours au même point. En fait, on ne voit pas comment Laurendeau pourra trouver un compromis entre la solution Durham et l'indépendance (associée etc.) puisque le fédéralisme même pépinratif n'a rien résolu, ni le temps non plus (bientôt, en 1967, nous fêterons le 130^e anniversaire de la rébellion). Durham lui, ne faisait pas de compromis, mais il choisit une solution que personne, et surtout pas Laurendeau, ne pourrait sérieusement envisager aujourd'hui: l'assimilation.

— EXTRAITS (suite) —

"Il y a deux méthodes pour un gouvernement de traiter un territoire conquis. La première entend respecter les droits et la nationalité des vaincus, reconnaître les lois en vigueur, conserver les institutions établies, ne favoriser en aucune façon l'immigration du vainqueur et sans modification aucune, incorporer simplement le pays sous l'autorité du gouvernement central. La seconde, c'est de traiter le pays vaincu comme ouvert, d'encourager l'immigration et de regarder la nation vaincue comme devant s'assimiler le plus rapidement possible aux institutions et coutumes imposées. Dans le cas d'une nation ancienne et d'un pays

où les terres sont entièrement concédées, où il reste peu à coloniser et où la nation des premiers occupants doit continuer à former la majorité, la politique comme l'humanité font du bien-être du peuple conquis le premier devoir d'un gouvernement juste et commandent l'adoption de la première méthode. Mais dans un pays nouveau, non encore établi, un législateur prudent devrait penser non seulement aux quelques personnes qui occupent pour l'instant le territoire, mais à ceux plus nombreux encore, qui viendront s'y installer."

"Si le gouvernement eût adopté dès la conquête la politique plus sage de rendre anglaise la province dans toutes ses institutions, les Français eussent été en peu de temps surpassés en nombre. Mais le Gouvernement adopta la méthode peu sage de diviser le Canada et de réunir dans une de ses parties la population française avec ses institutions françaises tout en ne poussant pas la logique jusqu'au bout: dans le même temps en effet il encourageait l'immigration des Anglais dans la province même soit disant assignée aux Français. Or la province aurait dû être considérée de manière à demeurer tout à fait française, si elle ne pouvait devenir anglaise. La tentative faite pour favoriser l'immigration anglaise au milieu d'un peuple dont on acceptait qu'il conserve son caractère français fut l'erreur qui a donné naissance aux rivalités nationales dans la Constitution même de la colonie."

"L'erreur donc, à laquelle on doit attribuer le présent conflit, repose sur de vains efforts pour conserver une nationalité canadienne-française au sein de colonies et d'états anglo-américains. Les concessions réciproques aux deux nations n'ont fait que les irriter toutes deux et ont amoindri l'autorité de l'Etat."

"Je n'entretiens aucun doute sur le caractère national qui doit être donné au Bas-Canada: ce doit être celui de l'Empire britannique, celui de la majorité de la population de l'Amérique britannique, celui de la nation supérieure qui à une époque prochaine dominera tout le continent nord-américain. Car il ne faut pas regarder que le présent. La question qui se pose est la suivante: quelle nation vraisemblablement fera du désert qui couvre aujourd'hui les riches et vastes régions qui entourent les Canadiens-français un pays habitable et florissant? Les Canadiens-français ne sont que le résidu d'une colonisation ancienne. Ils sont destinés à rester isolés pour toujours au milieu d'un

monde anglo-saxon. Ce n'est qu'une question de temps et de manière: il s'agit simplement de décider si le petit nombre de Français d'aujourd'hui seront anglicisés par un gouvernement qui peut les protéger; ou bien si on va remettre le procédé à plus tard jusqu'à ce qu'un plus grand nombre d'entre eux aient à subir l'anéantissement d'une nationalité que cette survivance prolongée n'aurait que renforcée et aigrie."

"La langue, les lois, et le caractère même du continent nord-américain sont anglais. Toute autre nation que l'anglo-saxonne (j'inclus tous ceux qui parlent anglais) y apparaît dans un état d'infériorité. C'est pour les tirer de cette infériorité que je veux donner aux Canadiens-français notre caractère anglais. Je le désire pour le bien des classes instruites que la langue et les usages séparent du vaste empire auquel elles appartiennent vraiment. Mais je désire plus encore l'assimilation pour le bien du prolétariat: s'il essaie d'améliorer sa condition, en rayonnant aux alentours, il se trouvera nécessairement de plus en plus mêlé aux travailleurs anglais; si les ouvriers, par contre, demeurent sur place la plupart devront servir exclusivement d'hommes de peine aux industriels anglais. Dans l'un et l'autre cas, il semblerait que les Canadiens-français soient destinés en quelque sorte à toujours occuper une position inférieure et à dépendre des Anglais pour se procurer un emploi."

"En vérité je serais étonné si, dans les circonstances actuelles, les plus réfléchis parmi les Canadiens-français entretenaient à présent l'espoir de conserver leur nationalité. Quelques efforts qu'ils fassent, il est évident que l'assimilation aux usages anglais a déjà commencé. La langue anglaise gagne du terrain comme étant la langue des riches et de ceux qui distribuent des emplois. Il y a, dans la ville de Québec, dix fois plus d'enfants français qui apprennent l'anglais que d'Anglais qui apprennent le français. Il s'écoulera beaucoup de temps bien entendu avant que la langue anglaise ne se répande dans tout le peuple. Mais je répète qu'il faudrait commencer par changer immédiatement le caractère de la province et poursuivre cette fin avec vigueur et prudence; que le premier objectif du plan du futur gouvernement soit l'anglicisation. Dans l'histoire de la Louisiane, dont la population et les lois étaient françaises, on trouve un exemple valable de l'emploi d'institutions démocratiques qui peuvent effacer sans désordre les distinctions nationales... Le succès trans-

pendant de la politique de cet Etat nous montre comment on peut obtenir un résultat identique dans le Bas-Canada."

On nous a appris, depuis, que Durham s'était trompé dans ses prédictions: c'est bien plutôt que ses recommandations ne furent jamais suivies. C'est le sort d'ailleurs qui attend de nombreuses commissions d'enquête puisque les politiciens préféreront toujours un compromis duquel ils tirent leur salaire plutôt qu'une option politique qui tranche le débat et exige des capacités intellectuelles supérieures à la moyenne, autant pour la concevoir que pour l'appliquer.

Monsieur Laurendeau (comme Lord Durham) arrive après une montée précise du nationalisme dans un pays qui n'a guère changé. C'est que la Commission royale récente n'est peut-être qu'une soupe ancienne servie à la moderne. Des troubles de 1837 aux bombes du F.L.Q. quel progrès réel? Ou peut-être, à lire Durham sommes-nous devenus aveuglément nationalistes? En effet avant Pierre Elliott Trudeau, *Le Canadien*, dans un éditorial du 15 octobre 1838 affirmait:

"...ceux qui attribuent nos maux politiques aux distinctions nationales prennent la cause pour l'effet et vice versa. Ce sont les dissensions politiques qui ont allumé les dissensions nationales et nullement celles-ci qui ont produit les premières. C'est un point sur lequel il importe de ne pas se méprendre car de là dépend la nature des remèdes à appliquer, et par suite leur efficacité."

Si la solution était (ou demeure) d'abord politique, quel régime, quelles institutions satisferont la population? Quel remède offrir au Canada malade? Le mandat de la Commission Durham-Laurendeau, à travers les siècles, aura été d'étudier la tragi-comédie d'un être qui ne sait s'il est mâle ou femelle, et de lui proposer un aphrodisiaque que des gens bien lui refuseront, au nom des bonnes moeurs, de la bonne entente, ou plus simplement, de la stupidité. C'est pourquoi Laurendeau aura fort à faire pour éviter la Louisiane.

Jacques GODBOUT